

« Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! »

Plus de 10 000 jeunes ont manifesté dans les rues de Paris jeudi, plusieurs milliers un peu partout en province, déjà beaucoup plus nombreux que deux jours avant. Et de nouvelles manifestations sont prévues mardi et jeudi de cette semaine. Les jeunes viennent ainsi en renfort des grèves d'enseignants, souvent soutenus par les parents d'élèves, qui se multiplient depuis près d'un mois dans un certain nombre de lycées, surtout dans la région parisienne, mais aussi en province.

Bref, la jeunesse, ses enseignants et les parents donnent le coup d'envoi de la bonne riposte aux 166 mesures que Sarkozy a présentées vendredi dernier, visant à faire 7 milliards d'économies sur les services publics gérés par l'Etat. Rappelons que ce plan prévoit que dans la fonction publique, un départ à la retraite sur deux ne sera pas remplacé. Or un fonctionnaire sur deux est un travailleur de l'Education nationale. C'est donc à un gigantesque plan social avec à la clef 11 200 suppressions de postes dans l'Education, prévu pour la rentrée 2008.

Des économies contre les plus pauvres

Mais il ne faudrait pas croire que les suppressions se font partout de la même manière : 10 % sont supprimés dans la seule Académie de Créteil, qui chapeaute trois des départements les plus populaires de la région parisienne. Comme par hasard, le 93 (la Seine Saint-Denis) en fait partie et c'est lui qui est le plus touché. Mais pas toutes les villes du 93, pas Le Raincy, par exemple, cette enclave un peu plus riche dans un des départements les plus défavorisés du pays.

Le gouvernement a décidé de concentrer les moyens sur les établissements qui accueillent les élèves des milieux les plus favorisés (les futurs « pôles d'excellence ») et de faire des coupes sombres dans les écoles, les collèges et les lycées des quartiers populaires où, au contraire, des moyens plus importants seraient nécessaires, ce qui était, en principe, admis, au moins pour les établissements classés « ZEP » (Zone d'éducation prioritaire). Aujourd'hui, tout cela a été balayé, et les élèves des quartiers populaires s'entasseront bien trop nombreux dans les classes, là où il faudrait

justement des effectifs allégés et se verront refuser, faute de moyens, les options auxquelles ils ont théoriquement droit : interrogé par la télévision, le proviseur du lycée de Muret, une banlieue populaire de Toulouse, expliquait qu'il avait dû supprimer les options musique et arts plastique. Ailleurs, ce seront les langues, la suppression des dédoublements de classe...

Le gouvernement veut faire des économies sur le dos des enfants des familles ouvrières, c'est sûr. Mais ce n'est pas tout. Toutes les mesures qu'il prend ou s'apprête à prendre (suppressions de postes massives dans les établissements des quartiers populaires, passage de quatre à trois ans pour préparer le bac pro, développement de l'apprentissage) montrent qu'il veut dissuader les enfants des familles ouvrières d'entreprendre des études plus longues comme cela s'était développé ces trente dernières années. Il voudrait offrir aux patrons des jeunes de plus en plus jeunes et de moins en moins formés, disponibles pour tous les petits boulots et les tout petits salaires.

Quant aux enseignants, le gouvernement voudrait augmenter leur temps de cours et leur confier en plus de multiples tâches administratives, bref accroître leur « rendement » au détriment de la qualité de leur travail.

Aux côtés de nos enfants et de leurs profs

Les jeunes ont commencé à envahir les rues contre tout cela. Ils ont raison, le temps qu'ils passent à manifester est loin d'être perdu ! Des parents occupent d'ores et déjà des écoles primaires où des suppressions de postes sont annoncées. Il serait bon que leur mouvement s'amplifie, que la grève des enseignants se répande, que la mobilisation des parents, c'est-à-dire de nous tous, les renforce jusqu'à mettre en échec ce gouvernement en guerre contre les travailleurs.

Il y a quarante ans se préparait mai 68. Eh bien, souhaitons que le mouvement des profs, des jeunes et de leurs parents soit l'amorce d'un mai 2008 dont nous avons besoin pour mettre gouvernement et patrons à la raison !

A contre emploi

Renault a présenté sa politique emploi pour 2008 : 1 embauche pour 2 départs. Et la diminution des effectifs continuera en 2009 et probablement au delà.

Plus de modèles, plus de production et plus de profits avec moins de salariés. !Et après ça, on nous expliquera que la priorité est de lutter contre le stress et la souffrance au travail...

Dacia en grève : étendre pour gagner

Non contentes d'avoir porté plainte pour grève illégale, les directions de Dacia et de Renault exigent que les travailleurs de l'usine de Mioveni/Pitesti cessent leur grève pour que les négociations, qu'elles ont interrompues, reprennent.

En Roumanie, comme en France, cette grève est très suivie par tous ceux qui subissent des salaires low cost. Ce qui pourrait faire céder Renault, ce serait une menace d'extension de la grève de Dacia.

Promos poisson d'avril

Dans de nombreux secteurs, le plan de promotions, qui aurait dû tomber à partir du 1^{er} avril, a du retard.

Pour beaucoup d'entre nous, il a déjà plusieurs années de retard.

Confidentialité, sas suffit

Le 28 mars, un médecin et une infirmière du service médical sont restés coincés dans le sas de la porte 16 du Design, alors qu'ils essayaient de rentrer pour secourir un salarié qui venait de faire un malaise. Trop de confidentialité va à l'encontre de la sécurité et de la santé des salariés.

Médecins, salariés... : les sas arrêtent tout, sauf les fuites dans la presse.

Décodeur

Le projet de fusion de l'ingénierie Véhicule Utilitaire (iDVU) et de l'ingénierie Véhicule (DDIV) est justifié par « le manque de fluidité dans la gestion des ressources entre les métiers ingénierie VP/VU qui rend difficile la répartition optimale des ressources entre projets VP et VU ». Traduction, la direction veut :

- augmenter la flexibilité et nous balader à sa guise,
- augmenter les charges de travail et produire plus avec moins de monde.

C'est pourtant si simple de dire les choses clairement.

Kit ou double ?

En plus du kit du manager, la direction a envoyé aux managers un guide censé les aider à expliquer les plans de promos à leur équipe.

Elle a si peur que le montant des promotions qu'ils vont devoir annoncer suscite des mécontentements ?

L'engagement, c'est pas compliqué

Les résultats de l'enquête engagement commencent à tomber dans les services, avec les inévitables plans d'action pour pallier les problèmes pointés par l'enquête. Entre autres : la visibilité sur les plans de carrière et l'évolution des rémunérations.

Pourtant ce n'est pas bien compliqué : il suffirait d'utiliser les 930 millions d'euros distribués l'année dernière en dividendes aux actionnaires à des augmentations de salaires pour que l'indice de satisfaction remonte.

Renault pas si blanc que ça

La cour d'appel de Versailles vient de condamner Renault pour discrimination raciale envers deux anciens salariés ayant travaillé à Renault de 1971 à 2004.

La direction de Renault jure qu'elle condamne le racisme et brandit sa déclaration des droits sociaux fondamentaux de 2004.

Mais les faits sont têtus : évolution bloquée, hiérarchie les traitant de « singe » ou de « bougre de nègre », etc. Des pratiques du passé ? A voir...

Halte aux cadences infernales

A l'usine de Douai, la direction a annoncé en même temps une nouvelle augmentation de la vitesse de la chaîne, des journées de fermetures de l'usine et tout cela après avoir en plus supprimé des postes en ligne. Une véritable provocation alors que les collègues sont déjà épuisés par les cadences infernales.

Après cinq jours de débrayages de plus en plus suivis, la direction a du remballer son projet d'augmentation des cadences. Une victoire qui fait bien plaisir.

Ca fait tâche

Dans plusieurs restaurants, Avenance a tenté de rationner les serviettes en papier. Les caissières avaient ordre de n'en donner qu'une ou deux.

Il n'y a qu'une chose qui n'est pas rationnée : ce sont les tarifs.